Paris, le 19 août 2025

Objet : Réponse à votre proposition formulée le 15 juillet 2025.

Monsieur le Premier ministre,

Lors de votre conférence de presse du 15 juillet 2025, qualifiée par vous de « Moment de vérité », vous avez présenté un certain nombre de mesures qui voudraient redresser la situation financière et économique du pays. Vous avez par ailleurs annoncé que vous étiez disposé à entendre et examiner toutes les propositions qui pourraient vous être faites pour améliorer vos propositions. C'est-ce que nous faisons par ce courrier.

Nous tenons tout d'abord à vous faire quelques remarques générales quant au contexte dans lequel vous situez vos propositions.

Vous dramatisez la situation du pays pour faire peur et inciter à tolérer vos mesures d'austérité. Vous comparez à tort l'endettement des familles et l'endettement d'un État « le déficit, ça n'existe pas, c'est de la dette », « il est normal de demander à la génération à venir l'emprunt pour une maison, un équipement, une Université, un hôpital, dont ils vont profiter, mais un emprunt pour une dépense de tous les jours, c'est de l'endettement, c'est une malédiction pour une famille, une entreprise, un pays », « un pays acculé ne peut plus payer les fonctionnaires, les retraites », le Grèce a dû baisser les pensions de 30 % et les salaires des fonctionnaires de 15 % »...

Nous savons, et vous savez, que les endettements ne sont pas comparables, une famille qui ne rembourse pas peut être en faillite, alors que l'État reste toujours, normalement, maître de sa monnaie et de ses autofinancements, et il peut continuer indéfiniment à emprunter et refinancer sa dette sur les marchés. Et c'est-ce qui a été fait par tous les gouvernements, effectivement depuis 50 ans. La Grèce fait peur mais n'est pas comparable, son déficit était de plus de deux fois supérieur à celui de la France en % de PIB, son PIB est 14 fois plus petit que celui de la France ce qui ne lui permet pas de lever des impôts et d'attirer des investissements, elle empruntait à plus de 30 %, elle n'est pas perçue, comme la France comme « trop grosse pour tomber » dans la zone euro.

Vous dites que nous sommes dans un moment particulièrement grave, jamais connu par notre pays depuis au moins cinquante années. Nous vous précisons que nous sommes une organisation syndicale de personnes retraitées, c'est dire que nous avons déjà vu beaucoup d'eau couler sous les ponts, et beaucoup de gouvernements vouloir laisser croire que la période pendant laquelle ils gouvernent est particulièrement difficile, voire exceptionnelle, ce qui, croient-ils, ne peut que redonner de la brillance à leur action.

Ce qui nous étonne, c'est que vous fassiez ce rappel de 50 ans de mauvaises habitudes et que, dans le même temps, vous ne remettiez pas en cause les politiques menées depuis 50 ans. Vous nous dites que « c'est la dernière station avant la falaise », et vous décidez de continuer comme avant. Depuis 50 ans, c'est depuis les coups d'État militaires et la mise en place de dictatures en Amérique latine, sois l'égide de l'impérialisme des États-Unis, première phase vers le triomphe de l'idéologie dite libérale à partir des États-Unis de Ronald Reagan et de la Grande-Bretagne de Margaret Thatcher. Ensuite, toute la planète a suivi, y compris en France et au niveau de l'Union Européenne. Tous les gouvernements depuis 1974 en France, quelles que soient leurs promesses électorales, ont continué dans cette voie, en consolidant progressivement les avantages et privilèges donnés aux détenteurs de capitaux. Depuis, les capitaux peuvent se déplacer librement sur l'ensemble de la planète, pratiquement sans limites ni contrôles. Partout, chaque gouvernement appelle la population nationale à « la sagesse » en acceptant des mesures qui puissent inciter ces détenteurs de capitaux à choisir de rester dans leur pays. C'est une concurrence à la plus grande attractivité des territoires à l'égard des capitaux qui est engagée entre chaque pays. Et vous décidez de maintenir notre pays dans cet enfermement, en répondant par exemple qu'il n'est pas possible de mettre en place un quelconque impôt sur les patrimoines et les fortunes.

Aussi, nous constatons que, malgré vos propos, vous ne parlez pas « un langage clair et vrai » : les efforts qui seraient demandés à chacun et chacune dans les prochaines années, tels que vous nous les avez présentés, ne seront pas équitablement répartis. Nous pourrions prendre plusieurs exemples. Nous mettrons seulement en avant votre proposition de plafonner à 2 000 euros par an le montant déductible au titre des 10% pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes retraitées. Lors de votre intervention, vous avez parlé de « frais professionnels ». Vous savez très bien que ces 10% d'abattement ne correspondent en rien à des « frais professionnels » que des personnes retraitées ne peuvent avoir, étant « sans profession », mais sont historiquement la contrepartie des possibilités de fraude fiscale ouvertes aux titulaires d'autres revenus. Dans le Code Général des Impôts, la déduction forfaitaire de 10 % pour frais professionnels des traitements et salaires des salarié-es, c'est l'article 83, l'abattement de 10 % pour les pensions, c'est l'article 158, personne ne peut les confondre ! Vous annoncez que vous allez « parler vrai » et vous commencez par dire ce que vous savez être une fausse information ! En plafonnant « l'avantage » à 2 000 euros chaque année (au lieu de 4 321 € en 2025), vous décidez d'augmenter l'impôt sur le revenu des personnes qui perçoivent plus de 20 000 euros de pension par an, soit plus de 1 666 euros par mois. Pendant le même temps, vous continuez de refuser d'imposer à minima les très gros revenus et patrimoines ! Avec vos propositions, les « efforts » ne sont pas du tout répartis « afin que tous contribuent à hauteur de leurs moyens ». Il est significatif que vous ne disiez rien du récent rapport sénatorial qui chiffre à 211 milliards d'euros chaque année le « coût » pour les budgets publics des cadeaux fiscaux et sociaux dont l'efficacité est largement contestée, y compris par certains bénéficiaires, comme le Crédit Impôt Recherche (CIR) et le Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE). Finalement, la seule « niche fiscale » qui serait effectivement remise en cause, c'est cet abattement de 10% qui demeure pourtant totalement justifié car les titulaires de pensions continuent de déclarer intégralement ces revenus au fisc pendant que des titulaires d'autres revenus continuent de frauder allègrement le fisc, d'autant plus que les moyens de contrôle, tant législatifs qu'humains, continuent d'être réduits dans les administrations chargées théoriquement d'effectuer ces contrôles.

Le 15 juillet, vous vouliez, à votre tour, « parler vrai », et pourtant vous avez totalement omis de parler des résultats concrets de la politique de l'offre mise en place depuis 50 ans dans un contexte de totale liberté de circulation des capitaux et de « concurrence libre et non faussée » : une concentration régulière et continue des richesses produites au niveau de la planète par les multinationales les plus riches (et leurs actionnaires), lesquelles s'absorbent progressivement les unes les autres, ce qui conduit à une dégradation relative des niveaux de vie des plus pauvres dans

tous les continents et à une concentration croissante des patrimoines et des fortunes dans les mains d'une minorité d'individus. Un autre aspect des résultats de ces choix idéologiques est qu'aujourd'hui des milliardaires sur la planète disposent de plus de moyens financiers que nombre d'États et peuvent donc imposer leurs volontés à des pays entiers. Ce qui se passe actuellement aux États-Unis avec l'arrivée de Trump à la tête du pays le plus riche et le plus armé de la planète, le pays qui est au cœur du système actuel du capitalisme financier, en est l'illustration. Vous vouliez parler vrai, vous auriez dû commencer par donner ce cadre dans lequel se situe votre action gouvernementale.

Il s'en suit que vos « réponses » à la situation dans laquelle se trouve le pays ne peuvent en aucun cas nous sortir de là où nous sommes dès lors que vous décidez de poursuivre la même idéologie et les mêmes choix, en les aggravant.

À l'inverse, nous préconisons des choix politiques et économiques différents basés sur la justice sociale, la solidarité et la coopération, plutôt que sur l'individualisme, l'égoïsme, la concurrence âpre. Ceci peut se traduire par des mesures très concrètes conduisant notamment à réduire l'endettement du pays par rapport aux apporteurs de capitaux et aux organismes bancaires et financiers et à aller vers plus de souveraineté nationale et de possibilités de choix démocratiques moins contraints.

- Nous préconisons que les aides publiques aux entreprises soient effectuées avec un contrôle quant à leur usage. Vous savez qu'une Commission d'enquête sénatoriale vient de publier un rapport consacré aux aides publiques aux entreprises. Sont recensées plus de 2 200 aides aux entreprises qui émanent tant de l'État, des collectivités territoriales, de la Sécurité sociale que de l'Union européenne. Leur montant serait de 211 milliards d'euros en 2023. Plus de 80 % sont constituées de niches fiscales et sociales. Elles profitent à 42 % pour les grandes entreprises, 35 % pour celles de taille intermédiaire et 23 % pour les PME. Avec 211 milliards d'euros en une année, ces aides constituent le 1^{er} poste budgétaire de l'État (environ trois fois plus que le budget de l'Éducation nationale) et elles profitent principalement aux entreprises les plus généreuses avec les actionnaires. Le rapport sénatorial souligne que les aides publiques aux entreprises ne sont pas assorties de mécanismes de transparence, d'évaluation, de suivi et de contrôle suffisants. Il rappelle que de grandes entreprises qui bénéficient d'aides publiques ont, dans le même temps, procédé à des licenciements (LVMH, ArcelorMittal, Michelin, etc.). En outre, ces multiples aides permettent aux plus grosses entreprises de racheter leurs propres actions, et donc de s'enrichir encore plus. Nous ne pourrions comprendre que votre gouvernement veuille accentuer la surveillance quasi au quotidien des chômeurs et des chômeuses qui perçoivent des allocations alors qu'il refuserait d'appliquer les 26 préconisations du rapport sénatorial (remboursement total d'une aide de l'État ou des collectivités territoriales si l'entreprise procède à une délocalisation d'un site ou d'une activité ayant justifié l'aide, interdiction d'octroyer des aides publiques et obligation de les rembourser aux entreprises condamnées pour une infraction grave, etc.).
- Plus généralement, il convient d'encadrer et de conditionner ces aides à des objectifs en termes de préservation et de création d'emplois ainsi qu'à des critères écologiques, sociaux, sanitaires et d'aménagement du territoire. Bien entendu, il convient de sanctionner les entreprises qui ne respectent pas leurs engagements. Pour ce faire, il est nécessaire de renforcer les moyens législatifs et humains des organismes de contrôle. Refuser d'aller dans ce sens signifierait que vous choisissiez de continuer à utiliser les impôts de celles et ceux qui payent des impôts (dont la TVA qui alimente le budget de l'État à plus de 45 %) pour verser des aides aux entreprises qui, délibérément, ne se traduiront pas par une amélioration de l'activité économique mais par une

augmentation des dividendes des actionnaires (ce serait une façon supplémentaire de rendre le territoire national « attractif » aux détenteurs de capitaux).

- Il faut aussi renforcer la justice fiscale. Dans votre discours, vous dites souhaiter que chaque personne contribue à hauteur de ses moyens. C'est aussi notre souhait. Mais nous ne comprenons pas du tout pourquoi ce discours n'est pas suivi de mesures visant à améliorer la justice fiscale. Il conviendrait tout d'abord de renforcer sensiblement la progressivité de l'impôt sur le revenu en élargissant le barème (pour mémoire, la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu était de 60 % pendant toutes les années « Giscard » et, pour avoir été « actifs et actives » pendant ces années-là, nous pouvons vous dire que nous étions loin d'être dans une société « communiste ») et en augmentant le nombre de tranches.
- Parallèlement, il est indispensable de réellement agir contre la fraude fiscale, particulièrement celle qui coûte des milliards d'euros aux budgets publics, à défaut, la progressivité améliorée de l'impôt sur le revenu ne concernerait que les personnes qui ne peuvent frauder le fisc, à savoir principalement toutes celles dont les revenus sont également déclarés au fisc, c'est-à-dire les personnes salariées et retraitées.
- Dans le même temps, il convient de revoir les 467 niches fiscales actuellement existantes qui se traduisent par des exonérations, des déductions, des réductions, des crédits d'impôt, pour un coût budgétaire officiel de 85 milliards d'euros en 2025 (soit la moitié du déficit public enregistré en 2024, à savoir 170 milliards d'euros). Certaines études montrent qu'il y aurait « des milliards » à retrouver pour les finances publiques tout en améliorant la justice fiscale et sans compromettre le dynamisme de l'économie nationale.
- Prendre ces orientations devrait conduire à aller effectivement, comme vous dites souhaiter aller, vers un effort mieux partagé. Ce qui impliquerait d'abandonner la suppression de l'abattement de 10 % des personnes retraitées tout comme « l'année blanche » pour l'impôt sur le revenu qui conduit à rendre imposables des personnes disposant de très faibles revenus. Il faut aussi abandonner les hausses de la TVA récemment décidées et mettre en discussion la diminution des taux de TVA sur certains biens et services indispensables, en y intégrant l'idée d'un contrôle des prix et des marges, sinon la baisse de la TVA ne se répercutera pas en une baisse des prix de vente mais en une augmentation des marges des différents intervenants dans les circuits commerciaux.
- De même, nous vous demandons d'abandonner définitivement toute idée de « TVA sociale » pour financer la protection sociale et particulièrement la Santé. Le financement de la Sécurité Sociale repose sur les cotisations, principalement des salarié·e·s et des employeurs, et s'il y a des manques, ils sont d'abord imputables à toutes les exonérations injustifiées qui n'apportent ni création d'emploi, ni amélioration de la Santé des salarié·e·s. De plus, impôt injuste par nature, ce seraient encore les ménages les plus modestes qui en feraient les frais.
- Enfin, et même si nous ne sommes pas directement concerné·e·s, cette idée de supprimer deux jours fériés, outre que c'est très injuste et va à l'encontre des mesures qui seraient aujourd'hui nécessaires, c'est-à-dire une réduction massive du temps de travail sans perte de salaire, la proposition de supprimer le 8 mai comme date fériée, symbole de la victoire de la civilisation contre la barbarie, à l'heure même où l'extrême droite française qui est l'héritière et se réclame de cette barbarie, est aux portes du pouvoir, est extrêmement choquante.

Monsieur le Premier ministre, nous vous avons vu, en 2002, mettre une tapette à un jeune gamin qui voulait vous faire les poches. Aujourd'hui, nous sommes choqués, non pas tant par la tapette, nous sommes des retraitées et des retraités et nous avons grandi avec ça et parfois bien plus, mais par le fait que le même homme qui gifle un gamin qui veut lui soustraire quelques liards

ne réprimande pas, pour le moins, des personnes qui ont soustrait au pays des milliards et des milliards d'euros.

Monsieur Macron, en arrivant à la présidence de la République en 2017, s'est empressé, dès sa première Loi de Finances pour 2018, de supprimer l'ISF et de le remplacer par l'IFI (coût de 3,5 milliards d'euros, sans contreparties en matière d'investissements utiles en France) et de mettre en place une Flat Tax au profit des détenteurs de revenus financiers en plafonnant pour eux la progressivité de l'impôt sur le revenu (coût de 2 milliards d'euros environ chaque année pour le budget de l'État avec aucun effet économique positif pour le pays, hormis un accroissement de la demande de jets privés, de yachts de luxe et l'élévation du « marché » de l'art). L'Observatoire Français des Conjonctures Économiques (OFCE) a publié une note le 11 juillet 2025 qui montre que le creusement du déficit public français depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron à la tête de l'État s'explique par la baisse du taux des prélèvements obligatoires, et non pas par une dérive des dépenses publiques, c'est pourtant seulement sur ce point que vous êtes intervenu le 15 juillet. Manifestement, comme nous l'avons déjà écrit, vous ne prenez pas les bonnes mesures pour sortir le pays de ses difficultés actuelles, ce qui donne l'impression que cette situation actuelle, finalement, vous souhaitez qu'elle perdure : l'épée de Damoclès du déficit et de la dette vous permet ensuite, comme à vos prédécesseurs, de croire pouvoir justifier la poursuite de mesures d'austérité qui vont uniquement toucher la majorité de la population, en exonérant la minorité privilégiée. Ainsi le transfert de richesses se fait, en réalité, du plus grand nombre vers la minorité. Cette politique s'inscrit totalement dans la logique de concentration des revenus, des patrimoines et finalement des pouvoirs, dans les mains d'une minorité, de la dégradation programmée des services publics et de la protection sociale ouvrant par ailleurs de nouveaux marchés et de nouvelles opportunités de profits pour les détenteurs de capitaux.

Monsieur Bruno Le Maire, qui a été ministre de l'Économie et des Finances de mai 2017 à septembre 2024, soit plus de 7 années, nous semble avoir aussi quelques responsabilités dans la situation actuelle du pays et, lui aussi, trouve grâce à vos yeux car jamais nous ne vous avons entendu mettre en cause certaines des décisions prises par lui et qui, pourtant, nous ont mis dans la situation où nous sommes. Et nous sommes plus que choqués quand nous vous voyons maintenant faire les poches des personnes retraitées qui perçoivent plus de 1 700 euros de pension par mois en décidant donc que leur impôt sur le revenu va augmenter pour elles, quand vous mettez en avant votre « tabou » d'aucune augmentation d'impôts quand il vous est proposé de taxer à minima les plus riches. Un tel double choix signifie bien que les véritables « assistés » dans notre société sont les détenteurs de capitaux, courtisés par les pouvoirs, exonérés de cotisations sociales, échappant à un grand nombre de réglementations économiques, sanitaires, sociales, environnementales, grâce aussi au laxisme des principaux États à l'égard des territoires off-shore et des paradis bancaires, judiciaires et fiscaux.

Monsieur le Premier ministre, nous n'osons espérer que notre courrier suffise à vous faire douter de la pertinence de vos choix, aussi nous nous préparons plus certainement à participer à la construction d'un mouvement d'opposition aux choix idéologiques et politiques qui président à vos décisions. Nous y retrouverons d'autres organisations de retraitées et de retraités, d'autres organisations syndicales, et nombre d'associations, de collectifs et de personnes qui refusent cette société inégalitaire à la consolidation de laquelle vous participez.

Pour le Conseil d'Administration de l'UNIRS,
Christian Mahieux, Gérard Gourguechon, Patrice Perret.